

## Quelles sont les guerres qui mettront fin à la guerre? 2ème partie

Le 11 avril 2023 par Karen J. Greenberg <https://tomdispatch.com/will-it-never-stop/>



Lancement de missile mobile (Photo fournie par le gouvernement de Corée du Nord)

### Corée du Nord, Iran et guerre contre le terrorisme

La Corée du Nord et l'Iran sont également perçus à Washington comme des menaces en gestation. Depuis des mois, la Corée du Nord et les États-Unis se livrent à une guerre des nerfs nucléaires en se livrant en parallèle à des démonstrations de force avec des missiles et faisant des manœuvres sous-marines.

La Corée du Nord a notamment lancé, à la mi-mars, un missile balistique intercontinental capable de transporter une ogive nucléaire et d'atteindre, du moins théoriquement, le continent américain. Selon les termes de son dirigeant, Kim Jong-un, ce missile était destiné à «frapper de terreur les ennemis» de son pays.

Dans les derniers jours de mars, son armée a même lancé un drone sous-marin à capacité nucléaire, franchissant ainsi une étape supplémentaire dans la confrontation. Entre-temps, Washington a multiplié ses promesses en matière de sécurité vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon, montré ses muscles dans la région et placé la barre encore plus haut en procédant aux plus grands exercices militaires conjoints impliquant les forces armées sud-coréennes depuis des années.

Quant à l'Iran, le pays collabore de plus en plus avec une Russie en difficulté, qu'il s'agisse d'y envoyer des drones ou bien de recevoir des cyber armes depuis ce pays. Et depuis que Donald Trump a fait sortir les États-Unis du traité nucléaire PAGC avec l'Iran en mai 2018, les tensions entre Washington et Téhéran n'ont fait que s'intensifier.

Les observateurs internationaux sont arrivés à la conclusion que l'Iran pourrait effectivement être sur le point de pouvoir fabriquer de l'uranium enrichi à des fins nucléaires. Dans le même temps, Israël a multiplié ses menaces de frapper l'Iran et d'entraîner les États-Unis dans cette crise.



**Le bâtiment du réacteur de la centrale nucléaire de Bushehr, dans le sud de l'Iran (Majid Asgaripour/AFP/Getty Images)**

Par ailleurs, des conflits plus mineurs éclatent un peu partout dans le monde, et apparemment nombre d'entre eux pourraient inciter Washington à s'y engager plus activement. Ainsi, lors de sa récente rencontre avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau, le président Biden a évoqué la possibilité de déployer une force multinationale (<https://news.yahoo.com/haiti-discussed-during-biden-trudeau-235716416.html>) dirigée par le Canada en Haïti afin d'aider à mettre un terme à la violence dévastatrice des gangs qui ravage ce pays.

«Nous pensons que la situation sur le terrain ne pourra pas s'améliorer à moins d'une intervention armée de nos partenaires internationaux», a déclaré un responsable du Conseil national de sécurité à l'émission *Morning Edition* de la *NPR* avant le sommet. Trudeau a toutefois renoncé à tenir ce rôle. Ce que fera maintenant Washington, qui craint une vague de nouveaux immigrants, demeure incertain.

N'oublions pas non plus que la guerre interminable contre le terrorisme se poursuit, même si c'est sous une forme quelque peu différente et plus atténuée. Par exemple, bien que les États-Unis aient quitté l'Afghanistan, ils conservent le droit d'y mener des frappes aériennes «over-the-horizon» [frappes aériennes provenant de l'extérieur du pays ciblé, NdT].

Et à ce jour, ils continuent de lancer des frappes ciblées contre le groupe terroriste al-Shabaab en Somalie, même si leur nombre est bien inférieur à celui qui prévalait pendant la présidence de Trump, les frappes de drones ayant alors atteint (<https://www.newamerica.org/international-security/reports/americas-counterterrorism-wars/the-war-in-somalia/>) le chiffre record de plus de 200. Jusqu'à présent, l'administration Biden a lancé 29 frappes de ce type au cours des deux dernières années.

Les attaques américaines par drones se poursuivent également en Syrie (<https://www.cbsnews.com/amp/news/us-drone-strike-syria-isis-leader-europe-attacks-planner/>). Récemment encore, en représailles à une attaque par drone contre les troupes américaines, qui a tué un entrepreneur américain et en a blessé un autre, ainsi que cinq soldats, l'administration Biden a mené des frappes contre des milices soutenues par l'Iran.

Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, le président Biden n'a toujours pas exclu d'autres actions de représailles sur le sol de ce pays. Comme il l'a déclaré à Margaret Brennan lors de l'émission *Face the Nation* à la fin du mois de mars, en faisant référence à l'EI en Syrie, «nous comptons moins de 1 000 soldats [sur place] qui combattent ce réseau qui, bien que fortement réduit, est toujours en activité et reste critique. Nous allons donc poursuivre cette tâche».



**Le président Biden s'exprime depuis la salle des traités de la Maison Blanche, mercredi, pour annoncer le retrait du reste des troupes américaines d'Afghanistan (Andrew Harnik/AP)**

Outre la Syrie et l'Irak où les États-Unis ont encore 2500 soldats (<https://www.pbs.org/newshour/world/why-u-s-forces-remain-in-iraq-20-years-after-shock-and-awe>), la guerre contre le terrorisme se concentre désormais sur l'Afrique. Dans la région du Sahel (<https://www.dw.com/en/us-announces-aid-for-sahel-amid-russia-expansion/a-65020067>), cette partie du continent située juste en dessous du désert du Sahara, qui comprend le Tchad, le Niger, le Nigeria, la Mauritanie et le Soudan, pour ne citer qu'eux, il semblerait que le legs du terrorisme de naguère et la guerre en Ukraine aient convergé, créant des conditions d'instabilité et de violence dévastatrices, exacerbant ce que Robert Jenkins, fonctionnaire de l'USAID, a appelé «des décennies de promesses non tenues».

Comme l'a récemment écrit le journaliste Walter Pincus, «sans que le public s'en aperçoive, la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis depuis deux décennies se poursuit au Sahel». Selon l'[Indice mondial du terrorisme 2023](https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2023#) (<https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2023#>), cette région est aujourd'hui «l'épicentre du terrorisme».

La plus importante présence américaine en Afrique de l'Ouest se trouve au Niger, qui, comme le rapporte Nick Turse, «accueille les bases de drones les plus importantes et les plus coûteuses gérées par l'armée américaine», elles sont principalement destinées à lutter contre des groupes terroristes comme Boko Haram, Al-Qaïda et l'État Islamique.

Les armes provenant de la guerre en Ukraine ont trouvé leur chemin vers ces groupes terroristes, tandis que les cauchemars météorologiques induits par le changement climatique, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et les déplacements croissants de populations ont conduit à une situation de plus en plus instable dans la région.

Pour compliquer encore les choses, le groupe Wagner, l'organisation paramilitaire mercenaire russe, a offert une assistance en matière de sécurité aux pays du Sahel, intensifiant ainsi le potentiel de violence. Les forces et les bases militaires américaines dans la région se sont développées rapidement à mesure que la guerre contre le terrorisme s'intensifiait en Afrique.

### **Soutien législatif à la guerre éternelle**

Les mesures législatives prises par le Congrès reflètent ouvertement le glissement du pays vers la guerre éternelle. Il est vrai que le mouvement en faveur d'un champ de bataille toujours plus vaste n'a pas commencé avec les conflits entre grandes puissances qui font aujourd'hui la une des journaux.



**Wang Yi, directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères de la Chine, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, le 18 février 2023. Un an après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la Chine propose un plan en 12 points pour mettre fin aux combats (Peter Kneffel/AP)**

L'autorisation du Congrès pour l'utilisation de la force militaire (AUMF) de 2001, qui a ouvert la voie à l'invasion de l'Afghanistan, a donné au président un pouvoir quasiment illimité pour mener des actions offensives au nom de la lutte contre le terrorisme, en ne désignant pas d'ennemi et en ne prévoyant aucune limite géographique ou temporelle.

Depuis l'automne 2001, comme l'avait prédit la représentante (Démocrate-Californie) Barbara Lee, qui fut la seule à voter contre (<https://www.sfgate.com/opinion/article/Why-I-opposed-the-resolution-to-authorize-force-2876893.php>), l'AUMF a servi de «chèque en blanc» permettant au président d'autoriser le recours à la force plus ou moins n'importe où.

Brian Finucane, ancien juriste du département d'État, a souligné que le maintien d'une grande partie de «l'infrastructure juridique, institutionnelle et matérielle qui, depuis des décennies» sous-tend cette guerre contre le terrorisme est maintenant en train de s'étendre au Sahel, peu importe les résultats prévisibles.

Comme me l'a dit Colin Clarke, expert en terrorisme du Groupe Soufan [Le groupe Soufan (TSG) est une société mondiale de conseil en matière de renseignement et de sécurité, NdT], «une guerre mondiale contre le terrorisme n'a jamais pu être gagnée. Le terrorisme est une tactique. Il ne peut être totalement vaincu, mais seulement atténué et contrôlé».

Pour autant, l'AUMF de 2001 est toujours en vigueur et peut être utilisée de manière toujours plus large à l'échelle mondiale. Ce mois-ci encore, le Congrès a voté contre son abrogation. Certes, le Sénat a récemment abrogé les autorisations (<https://edition.cnn.com/2023/03/29/politics/senate-vote-aumf/index.html>) de recours à la force de 1991 et 2002 qui ont sous-tendu la guerre d'Irak de 1991 et l'invasion de ce pays en 2002.

Un nouvel amendement proposé par le sénateur (Républicain-Caroline du Sud) [Lindsey Graham](https://www.youtube.com/watch?v=WlDy9fcUxws) (<https://www.youtube.com/watch?v=WlDy9fcUxws>) visant à créer une AUMF contre les milices soutenues par l'Iran dans la région a notamment été rejeté. Comme l'ont montré les récents engagements militaires en Syrie, l'octroi de nouvelles autorisations ne s'est pas avéré nécessaire.

Le Congrès semble approuver sans grande opposition ce passage de la guerre interminable à la guerre éternelle. En fait, lorsqu'il s'agit de financer un tel avenir, ses membres ne sont que trop enthousiastes. Le budget du Pentagone a augmenté de manière astronomique au cours des deux dernières années, parallèlement à la multiplication des scénarios de guerre potentiels.

En décembre, le président Biden a signé (<https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3252968/biden-signs-national-defense-authorization-act-into-law/#>) la loi d'autorisation de la défense nationale pour 2023, elle accorde au Pentagone un budget sans précédent de 816,7 milliards de dollars, soit 8 % de plus que l'année dernière (le Congrès ayant augmenté de 45 milliards de dollars le financement proposé par la Maison-Blanche).



**Un soldat norvégien fait le plein d'un véhicule transportant un radar pour un système de défense aérienne NASAMS lors de l'exercice hivernal Joint Viking 2017 au Finnmark, en Norvège.**

Et les demandes pour le budget 2024 sont maintenant connues. Comme le rapporte l'expert du Pentagone William Hartung (<https://responsiblestatecraft.org/2023/03/09/bidens-new-whopping-866b-defense-budget-request/>), avec 886 milliards de dollars, soit 69 milliards de plus que le budget de cette année, le Congrès est en passe d'adopter «le premier budget de 1 000 milliards de dollars de tous les temps», une évolution qu'il qualifie de «folie».

Il poursuit: «Une stratégie à durée indéterminée, qui vise à renforcer les moyens pour gagner une guerre avec la Russie ou la Chine, mener des guerres régionales contre l'Iran ou la Corée du Nord et soutenir une guerre mondiale contre le terrorisme qui prévoit des opérations dans au moins 85 pays, est "la" recette pour un conflit sans fin».

### **Où est passé le Concept de Paix?**

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, le sentiment largement partagé est qu'elle va durer, durer et durer encore. Certains experts ne voient rien de moins que des années de combat à l'horizon, d'autant plus que les responsables américains semblent peu enclins à chercher la paix.

Alors que le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz auraient exhorté le président ukrainien Volodymyr Zelensky à envisager des pourparlers de paix, ils semblent avoir peu d'illusions sur la durée probable de la guerre. Pour sa part, Zelensky (<https://www.wsj.com/articles/natos-biggest-european-members-float-defense-pact-with-ukraine-38966950>) a clairement indiqué qu'en ce qui concerne la Russie, «nous n'avons rien à nous dire et il n'y a personne à qui parler là-bas».

Selon Alexander Gabuev, chercheur principal à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, l'état d'esprit à Moscou et à Kiev pourrait se résumer à «Give war a chance» (Donnons une chance à la guerre) [en miroir de Give peace a chance, célèbre message de paix durant la guerre du Vietnam, NdT].

La Chine fait figure d'exception lorsqu'il s'agit d'accepter une guerre de longue durée en Ukraine. Avant même sa visite en Russie fin mars, le président Xi Jinping a proposé de négocier un cessez-le-feu, tout en publiant un document de synthèse sur les dangers de la poursuite de la guerre et sur les avantages d'une paix négociée, notamment la stabilité de la chaîne d'approvisionnement, la sécurité des centrales nucléaires et l'atténuation des crises humanitaires mondiales causées par la guerre. Il semblerait que le sommet entre Xi et Poutine n'ait guère permis d'avancer sur ce point.



«Mon enfant n'est pas né pour tuer les enfants d'autres mères» [DSC\\_0944.JPG by Rob is licensed under CC BY-NC-ND 2.0 / Flickr](#) (Copyright 2023 Karen J. Greenberg)

Ici, aux États-Unis, les appels à des pourparlers de paix ont été minimes. Certes, en novembre dernier, Mark Milley, président de l'état-major interarmées, aurait déclaré (<https://edition.cnn.com/2022/11/15/politics/milley-remarks-ukraine-clean-up/index.html>) à l'*Economic Club* de New York: «Lorsqu'une occasion de négocier se présente, lorsqu'il est possible de parvenir à la paix, il faut la saisir. Saisissez l'occasion». Mais il n'y a pas eu de volonté réelle de négociations diplomatiques de quelque ordre que ce soit à Washington.

En fait, la réponse de John Kirby (<https://www.reuters.com/world/be-constructive-china-should-urge-end-ukraine-invasion-white-house-2023-03-21/>), le porte-parole du Conseil national de sécurité, au président Xi a été la suivante: «Nous ne soutenons pas les appels à un cessez-le-feu pour le moment». Selon lui, les Russes en profiteraient «pour renforcer encore davantage leurs positions en Ukraine... [et] reconstruire, rééquiper et renouveler leurs forces afin de pouvoir reprendre les attaques contre l'Ukraine au moment qu'ils jugeraient bon».

Il est inquiétant de constater que les appels américains à la paix et à la diplomatie ont eu tendance à renforcer plus encore la guerre en cours. Le [comité éditorial](https://www.nytimes.com/2023/02/18/opinion/ukraine-biden.html) (<https://www.nytimes.com/2023/02/18/opinion/ukraine-biden.html>) du *New York Times*, tout en prônant une prochaine diplomatie de paix, a suggéré que seule la poursuite de la guerre pourrait nous permettre d'atteindre un tel objectif: «Une diplomatie digne de ce nom ne peut avoir de chance que si la Russie accepte de ne pas mettre l'Ukraine à genoux. Et pour cela, les États-Unis et leurs alliés ne doivent pas faiblir dans leur soutien [à l'Ukraine]».

Selon cette logique, c'est davantage de guerre et pas autre chose qui amènera la paix. Les pressions pour fournir des armes de plus en plus puissantes à l'Ukraine restent constantes, venant des rangs de la droite comme de ceux de la gauche. Comme l'a déclaré [Robert Wicker](https://www.nytimes.com/2023/02/18/opinion/ukraine-biden.html) (<https://www.nytimes.com/2023/02/18/opinion/ukraine-biden.html>), le principal élu Républicain siégeant à la commission des forces armées du Sénat, «cette approche "plus, mieux, plus vite" donnerait aux Ukrainiens une réelle chance de remporter la victoire».

Que ce soit au sujet de l'Ukraine, ou au sujet des tensions émergentes de ce que l'on appelle une « nouvelle guerre froide» en Asie, sans oublier la guerre sans fin de notre pays contre le terrorisme, nous vivons aujourd'hui dans un monde où la guerre est de plus en plus acceptée comme un état permanent. Sur les fronts juridique, législatif et militaire, elle est devenue la pierre angulaire du concept de sécurité nationale. Comme l'affirment de nombreuses critiques, cette situation est en partie dictée par des [raisons économiques](#), comme le fait de remplir les poches des [géants de l'armement](#) à hauteur de plusieurs milliards de dollars par an ; mais en partie aussi par ce qui passe pour de la ferveur idéologique, à

savoir la démocratie opposée à l'autocratie ; ainsi que par l'héritage apparemment inépuisable de la guerre contre la terreur.

Tout cela est profondément triste, la priorité est donnée au meurtre et à la destruction plutôt qu'à la vie et à une véritable sécurité. Nos dirigeants ne semblent pas capables d'imaginer une paix quelle qu'elle soit sans encore davantage d'armes, de violence, de conflits et de morts.

Qui se souvient encore de l'époque où la Première Guerre mondiale était connue comme « la guerre pour mettre fin à la guerre » ? Malheureusement, il semble que nous soyons entrés dans l'ère de la guerre éternelle. Nous devrions au moins reconnaître cette réalité.

Suivez *TomDispatch* sur *Twitter* et rejoignez-nous sur *Facebook*. Découvrez les derniers Dispatch Books, le nouveau roman dystopique de John Feffer, *Songlands* (le dernier de sa série *Splinterlands*), le roman de Beverly Gologorsky *Every Body Has a Story*, et *A Nation Unmade by War* de Tom Engelhardt, ainsi que le livre d'Alfred McCoy *In the Shadows of the American Century : The Rise and Decline of U.S. Global Power*, *The Violent American Century : War and Terror Since World War II*, de John Dower, et d'Ann Jones *They Were Soldiers : How the Wounded Return from America's Wars : The Untold Story* (Ils étaient soldats : comment les blessés reviennent des guerres américaines, l'histoire qu'on ne raconte pas).

Karen J. Greenberg, une habituée de *TomDispatch*, est directrice du Centre sur la sécurité nationale à Fordham Law. Son dernier ouvrage s'intitule *Subtle Tools : The Dismantling of American Democracy from the War on Terror to Donald Trump* (Outils subtils : le démantèlement de la démocratie américaine, de la guerre contre le terrorisme à Donald Trump). Kevin Ruane et Claudia Bennett ont contribué à la recherche pour cet article.